

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, Ministre de l'Aménagement du territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi et par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau de la Région de Bruxelles-Capitale, le 28 juillet 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, modifiée par l'ordonnance du 30 juillet 1992", a donné le 29 septembre 1993 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 28 juli 1993 door de Minister Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, Minister van Ruimtelijke ordening, Plaatselijke besturen en Tewerkstelling en door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hun van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992", heeft op 29 september 1993 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Dans deux dispositions - les articles 13 et 18, 3°, de l'avant-projet -, les auteurs de celui-ci prescrivent la simultanéité des demandes de permis d'environnement et des demandes de permis d'urbanisme ou de lotir.

Il est renvoyé, sur ce point, à la première observation générale qui a été faite sur l'avant-projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, dans l'avis L. 22.651/9 donné ce jour.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.Intitulé.

Les mots ", modifiée par l'ordonnance du 30 juillet 1992" doivent être omis.

Arrêté de présentation.

Comme le précise l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993, les Secrétaires d'Etat régionaux ne font pas partie du Gouvernement.

.../...

Ils ne sont, dès lors, habilités ni à proposer, ni à signer, au nom du Gouvernement des projets d'ordonnances.

La mention du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre Président doit, dès lors, être omise du proposant, du dispositif et de la signature de l'arrêté de présentation.

Le texte néerlandais du dispositif de l'arrêté de présentation serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

Article 5.

1. On écrira la phrase introductive comme suit :

"Art. 5. A l'article 58bis de la même ordonnance, y inséré par l'ordonnance du 30 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :".

2. Pour l'alinéa 4 en projet, le texte suivant est proposé :

"Lorsqu'il approuve le dossier de base et qu'il constate que le projet de plan particulier d'affectation du sol est visé à l'annexe A, 3°, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, le

.../...

Gouvernement notifie sa décision au collège des bourgmestre et échevins;".

3. Le 3^o serait mieux rédigé comme suit :

"3^o dans l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 5, la seconde phrase est supprimée;".

Article 6.

Une enquête publique effectuée à propos d'un plan particulier d'affectation du sol a un objet différent, en droit et en fait, de celui d'une enquête portant sur une demande de permis d'urbanisme ou de lotir ou de certificat d'urbanisme (1).

Il se peut, en effet, qu'il y ait des différences significatives entre le dossier soumis à enquête lors de l'élaboration du plan particulier et une demande de permis ou de certificat introduite pour des actes ou des travaux envisagés dans le périmètre de ce plan (2).

(1) Voir l'arrêt Wellens et consorts, n^o 37.787 du 1^{er} octobre 1991.

(2) Il convient en effet de tenir compte d'éléments tels que :

a) la différence d'objet, de contenu et de degré de précision entre un plan particulier d'affectation du sol et un permis d'urbanisme ou de lotir ou un certificat d'urbanisme;

En pareille hypothèse, on ne peut considérer que l'enquête effectuée lors de l'élaboration du plan rend superflue toute mise en oeuvre des mesures particulières de publicité à propos de la demande de permis ou de certificat.

Par conséquent, en érigeant en règle qu'une demande de permis ou de certificat normalement soumise aux mesures particulières de publicité en est dispensée lorsqu'elle a trait à des actes ou des travaux envisagés dans le périmètre d'un plan particulier d'affectation du sol, la disposition en projet risque de traiter inégalement les citoyens devant les mesures particulières de publicité applicables en cas de demande de permis ou de certificat, sans que cette distinction repose sur des motifs admissibles. De manière à rencontrer cette difficulté, il convient de revoir le texte, notamment, en précisant plus clairement l'exception qu'il prévoit.

La même observation vaut, mutatis mutandis pour l'article 91bis en projet.

Article 7.

1. Mieux vaut remplacer entièrement l'article 71 de l'ordonnance du 29 août 1991.

-
- b) la possibilité que surviennent des circonstances ou des éléments nouveaux entre l'époque de l'élaboration du plan et celle où est examinée la demande de permis ou de certificat, époques qui, il convient de le souligner, peuvent être assez éloignées.

.../...

2. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 6, en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. L'alinéa 7 du paragraphe 1er en projet est inutile, dès lors que l'article 69 de l'ordonnance du 29 août 1991 prévoit déjà que le plan d'expropriation est approuvé par le Gouvernement.

Article 9.

1. On écrira, au début de la phrase liminaire :

"Art. 9. L'article 84, § 1er, alinéa 1er, 5º ... :".

2. Le texte néerlandais de l'article 84, § 1er, 5º, a et b, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

1. Dans la phrase liminaire précédant l'énumération, il faut écrire :

"Art. 11. A l'article 87 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992 ... :".

.../...

2. Le paragraphe 2 en projet appelle les observations suivantes :

a) Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

b) Si, par la notion de "décision définitive", les auteurs de l'avant-projet entendent viser une décision qui n'est plus susceptible de faire l'objet d'un des recours administratifs prévus par l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, il conviendrait de le préciser, à tout le moins dans l'exposé des motifs.

c) En prévoyant la suspension du permis d'urbanisme tant qu'une décision n'est pas "intervenue" sur la demande de permis d'environnement, la disposition en projet fixe l'échéance du délai de suspension à la date d'adoption de la décision statuant sur la demande de permis d'environnement, et non à celle de la notification de cette décision. On peut se demander si telle est bien l'intention du Gouvernement.

d) Dans le cas visé à l'article 41, alinéa 2, de l'ordonnance précitée du 30 juillet 1992, aucune décision n'intervient sur la demande du permis d'environnement. On peut se demander si le paragraphe 2, alinéa 1er, en projet, ne devrait pas être adapté en conséquence.

.../...

e) Si le Gouvernement entend prévoir que la suspension du permis d'urbanisme emporte la suspension du délai de péremption de ce permis, il convient de le préciser expressément dans le texte de l'ordonnance.

f) Le texte en projet ne détermine pas les règles applicables lorsque l'autorité qui statue sur la demande de permis d'environnement n'accorde celui-ci que partiellement ou arrête des conditions telles que les deux permis ne sont pas pleinement compatibles. Il doit être revu en conséquence.

g) Il y aurait lieu d'adapter à la disposition en projet l'article 120 de l'ordonnance du 29 août 1991.

h) Les mêmes observations valent, par analogie, pour l'article 162, § 2, en projet.

Article 13.

Au début de cette disposition, on écrira :

"Art. 13. Dans l'article 108, § 2, de la même ordonnance, y inséré par l'ordonnance du 30 juillet 1992, ...".

Article 14.

.../...

1. On précisera, dans la phrase précédant l'énumération, "A l'article 109 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, ...".

2. A l'alinéa 4 de l'article 109, mieux vaut remplacer les mots "du dépôt de la demande ou de la date de l'envoi recommandé" par les mots "de la réception, selon le cas, de la demande ou des documents ou renseignements visés à l'alinéa 3" (3).

Article 15.

1. Dans la phrase précédant l'énumération, on écrira : "A l'article 116 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, ...".

2. L'article 116, § 2, alinéa 2, en projet appelle les observations suivantes :

a) Il va de soi que la faculté de dérogation donnée au fonctionnaire délégué par la disposition en projet ne porte pas atteinte à la possibilité d'accorder une dérogation que prévoit expressément le règlement d'urbanisme

(3) Voir, dans le même sens, le texte proposé pour l'article 12, § 3, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, dans l'avis donné ce jour sous la référence L. 22.651/9.

lui-même (4). Par conséquent, les mots "Sans préjudice des dérogations organisées dans les règlements d'urbanisme" doivent être omis.

b) Selon l'exposé des motifs, sous la notion de "règlements existants", sont visés "les règlements régionaux et communaux d'urbanisme et les éventuels règlements sur la voirie". D'après les explications des délégués du Gouvernement, par "règlements sur la voirie", il y a lieu d'entendre les règlements concernant les zones de recul, arrêtés sur la base de l'article 15 de la loi du 1er février 1844 sur la police de la voirie.

Le texte devrait être précisé en ce sens, compte tenu du fait qu'il est préférable de remplacer la notion de "règlements sur la voirie" par celle de "règlements concernant les zones de recul". En outre, il y a sans doute lieu de mentionner également les règlements sur les bâtisses.

(4) Voir F. HAUMONT, V^o Urbanisme, in Rép. not., Larcier, 1988, n^o 662.

c) Mieux vaut remplacer les mots "sur la base de la dérogation sollicitée dans la demande" par les mots "lorsque la dérogation est sollicitée dans la demande".

3. L'article 116, § 2, alinéas 4 et 5, en projet appelle l'observation ci-après :

Il résulte de l'ordonnance du 29 août 1991 qu'il n'entre pas dans l'objet d'un plan communal de développement de contenir des "prescriptions réglementaires ... en ce qui concerne les dimensions des parcelles, le volume, l'implantation et l'esthétique des constructions" (5).

Par conséquent, sauf à modifier les dispositions de l'ordonnance du 29 août 1991 relatives au contenu et aux effets du plan communal de développement, les alinéas 4 et 5 en projet n'ont pas de raison d'être et doivent être omis.

Article 16.

1. Le texte néerlandais de l'article 118, § 2, alinéa 1er en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

(5) Voir les articles 36 et 46 de l'ordonnance du 29 août 1991.

2. De l'accord des délégués du Gouvernement, le paragraphe 2, alinéa 2, en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Une dérogation relative à l'implantation ou au volume des constructions dans une zone peut impliquer une dérogation à l'affectation d'une zone contiguë, pour autant qu'elle ne mette pas en péril les caractéristiques essentielles de la zone contiguë".

3. En ce qui concerne le paragraphe 2, alinéa 3, en projet, il est renvoyé aux observations a) et b) qui viennent d'être faites à propos de l'article 116, § 2, alinéa 2, en projet.

On peut, en outre, se demander s'il n'y a pas lieu de soumettre l'octroi des dérogations que prévoit cette disposition aux mêmes conditions que celles fixées par l'article 116, § 2, alinéas 2 et 3, en projet.

Article 17.

Dans la phrase liminaire, on écrira : "L'article 119, § 4, alinéa 1er, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, ...".

.../...

Article 18.

1. On précisera dans la phrase introductive : "A l'article 140 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, ...".

2. La première modification apportée à l'article 140 concerne l'alinéa 3, non l'alinéa 2.

3. Il serait souhaitable de saisir l'occasion de la modification projetée de l'ordonnance du 29 août 1991 pour remplacer, à l'alinéa 4 de l'article 140, les mots "de la date de l'envoi recommandé" par les mots "de la réception, selon le cas, de la demande ou des documents ou renseignements visés à l'alinéa 3".

4. Il est également souhaitable d'harmoniser le mode de computation des délais prévus aux alinéas 3 et 4.

Article 19.

On précisera, dans la phrase liminaire : "L'article 142, § 4, de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, ...".

.../...

Article 21.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans le texte néerlandais du présent avis.

2. Afin d'éviter toute confusion, il serait préférable de préciser à la fin de la phrase liminaire, au paragraphe 2, "... est inséré dans cette section :".

3. Les dispositions que contient l'article 152bis en projet sont sans rapport direct entre elles.

Il importe, dès lors, que le paragraphe 1er en projet forme l'article 152bis, que le paragraphe 2 forme l'article 152ter et que le paragraphe 3 forme l'article 152quater.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 1er de l'article 152bis, devenant l'article 152bis, et celui de son paragraphe 2, devenant l'article 152ter, devraient être rédigés ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

5. De l'accord des délégués du Gouvernement, l'alinéa 1er du paragraphe 3 en projet, devenant l'article 152quater, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"L'autorité saisie d'une demande de permis ou de l'un des recours visés au présent chapitre peut imposer des conditions qui impliquent des modifications des plans déposés à l'appui de la demande".

Article 22.

On précisera, au début de cette disposition : "A l'article 158, alinéa 1er, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, ...".

Article 24.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 25.

On omettra les termes "..., alinéa unique, ...".

Article 26.

Il va de soi que, lorsqu'en application de l'article 137, alinéa 2, de l'ordonnance, celui qui n'a pas reçu de décision du Gouvernement passe, sans autre formalité, à l'exécution des travaux ou à l'accomplissement des actes pour lesquels il a introduit une demande de permis, il n'est

.../...

pas commis un fait érigé en infraction par l'article 182, 1^o, de l'ordonnance.

Par conséquent, il n'y a pas lieu de compléter l'article 182, 1^o, comme le prévoit la disposition en projet.

On écrira donc :

"Art. 26. L'article 182 de la même ordonnance, modifié par l'ordonnance du 30 juillet 1992, est complété comme suit : "4^o ...".

Article 27.

On n'aperçoit pas pour quel motif la disposition en projet mentionne les articles 21 et 24.

Par contre, il y aurait lieu de mentionner également l'article 70.

Article 28.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 28. A l'article 205, § 1^{er}, alinéa 2, de la même ordonnance, y inséré par l'ordonnance du 30 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

- 1° les mots "... " sont insérés entre les mots "... " et "... ";
- 2° l'alinéa est complété par la phrase suivante : "... ".

Article 29.

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 30.

En ce qu'il insère un article 152bis, § 1er, devenant l'article 152bis, dans l'ordonnance du 29 août 1991, l'article 21, § 2, de l'avant-projet doit, pour bien faire, entrer en vigueur en même temps que l'article 15, 2°.

Par ailleurs, il ne se conçoit pas de faire entrer en vigueur les articles 17 et 19 avant l'entrée en vigueur des articles 25 et 30 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, à savoir aux dates fixées par le Gouvernement et au plus tard le 1er décembre 1993.

La disposition en projet doit être revue à la lumière de ces observations.

.../...

D'autre part, il faut écrire :

"Art. 30. La présente ordonnance entre en vigueur
le ... jour qui suit sa publication au Moniteur belge ...".

ALGEMENE OPMERKING.

In twee bepalingen van het voorontwerp, te weten de artikelen 13 en 18, 3°, schrijven de stellers ervan voor dat de aanvragen om milieuvergunningen en de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen of verkavelingsvergunningen gelijktijdig moeten worden ingediend.

In dit verband wordt verwezen naar de eerste algemene opmerking die is gemaakt bij het voorontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, in advies L. 22.651/9 dat heden is verstrekt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

De woorden ", gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992" dienen te vervallen.

Indieningsbesluit.

Zoals bepaald wordt bij artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, maken de gewestelijke Staatssecretarissen geen deel uit van de Regering.

.../...

Zij zijn derhalve niet gemachtigd ontwerpen van ordonnanties in naam van de Regering voor te dragen noch te ondertekenen.

De vermelding van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter moet derhalve vervallen in het voordrachtformulier, in het bepalend gedeelte en in het ondertekeningsformulier van het indieningsbesluit.

Het dispositief van het indieningsbesluit zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De Minister-Voorzitter ... en tewerkstelling is gelast, in naam van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

Bepalend gedeelte.

Artikel 5.

1. De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 5. In artikel 58bis van dezelfde ordonnantie, ingevoegd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

.../...

2. Voor het ontworpen vierde lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Wanneer de Regering het basisdossier goedkeurt en zij vaststelt dat het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan valt onder bijlage A, 3°, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, geeft de Regering kennis van haar beslissing aan het college van burgemeester en schepenen;".

3. Het zou beter zijn 3° als volgt te redigeren :

"3° in het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, vervalt de tweede zin;".

Artikel 6.

Een openbaar onderzoek dat is verricht naar aanleiding van een bijzonder bestemmingsplan heeft een voorwerp dat in rechte en in feite verschilt van het voorwerp van een onderzoek met betrekking tot een aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning, een verkavelingsvergunning of een stedenbouwkundig attest (6).

(6) Zie het arrest Wellens en consorten, nr. 37.787 van 1 oktober 1991.

De mogelijkheid bestaat immers dat er belangrijke verschillen zijn tussen het dossier dat ter fine van onderzoek is voorgelegd tijdens de uitwerking van het bijzonder plan, en een aanvraag om een vergunning of een attest die is ingediend voor handelingen of werken die gepland zijn binnen de omtrek van dat plan (7).

In dat geval mag niet worden aangenomen dat het onderzoek dat tijdens de uitwerking van het plan wordt verricht de uitvoering van bijzondere regelen van openbaarmaking met betrekking tot de aanvraag om een vergunning of een attest overbodig maakt.

Bijgevolg houdt de ontworpen bepaling, door tot regel te verheffen dat een aanvraag om een vergunning of om een attest, waarop normaal de bijzondere regelen van openbaarmaking van toepassing zijn, hiervan wordt vrijgesteld wanneer zij betrekking heeft op handelingen of werken die gepland zijn binnen de omtrek van een bijzonder bestemmingsplan, het gevaar in dat de burgers ongelijk worden

(7) Zo moet immers onder meer rekening worden gehouden met :

- a) het feit dat onderwerp, inhoud en graad van nauwkeurigheid verschillend zijn tussen een bijzonder bestemmingsplan en een stedenbouwkundige vergunning, een verkavelingsvergunning of een stedenbouwkundig attest;
- b) de mogelijkheid dat nieuwe omstandigheden zich voordoen of nieuwe gegevens opduiken tussen het tijdstip van de uitwerking van het plan en dat van het onderzoek van de aanvraag om een vergunning of een attest, waarbij nog moet worden beklemtoond dat die twee tijdstippen vrij ver kunnen uiteenliggen.

.../...

behandeld wat betreft de bijzondere regelen van openbaarmaking in geval van een aanvraag om een vergunning of een attest, zonder dat dit onderscheid op aanvaardbare gronden steunt. Het is aangewezen de tekst te herzien om aan dit probleem tegemoet te komen, inzonderheid door de uitzondering waarin wordt voorzien nauwkeuriger te bepalen.

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor het ontworpen artikel 91bis.

Artikel 7.

1. Het zou beter zijn artikel 71 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 volledig te vervangen.

2. In het ontworpen zesde lid van paragraaf 1 dient "ten minste" in twee woorden te worden geschreven. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 152bis, § 1, tweede lid.

3. Het ontworpen zevende lid van paragraaf 1 is nutteloos aangezien artikel 69 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 reeds bepaalt dat een onteigeningsplan goedgekeurd moet worden door de Regering.

.../...

Artikel 9.

1. Aan het begin van de inleidende zin schrijve men :

"Art. 9. Artikel 84, § 1, eerste lid, 5º ... :".

2. In het ontworpen artikel 84, § 1, 5º, a en b, schrijve men "van één of meer vertrekken".

Artikel 11.

1. In de inleidende zin die aan de opsomming voorafgaat, schrijve men :

"Art. 11. In artikel 87 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, ... :".

2. Bij de ontworpen paragraaf 2 dienen de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

a) In het eerste lid schrijve men : "Betreft het een gemengd project ..., dan wordt ...".

b) Indien de stellers van het voorontwerp met het begrip "definitieve beslissing" een beslissing bedoelen waartegen geen van de administratieve beroepen meer kan worden ingesteld waarin de ordonnantie van 30 juli 1992

.../...

betreffende de milieuvergunning voorziet, dient dit op zijn minst in de memorie van toelichting te worden gepreciseerd.

c) Door te voorzien in de schorsing van de stedenbouwkundige vergunning zolang geen definitieve beslissing is "genomen" over de aanvraag om milieuvergunning, stelt de ontworpen bepaling de vervaldag van de schorsingstermijn vast op de dag dat de beslissing wordt genomen waarmee uitspraak wordt gedaan over de aanvraag om een milieuvergunning, en niet op de dag van de kennisgeving van die beslissing. De vraag rijst of dat inderdaad de bedoeling is van de Regering.

d) In het geval bedoeld in artikel 41, tweede lid, van de genoemde ordonnantie van 30 juli 1992, wordt geen enkele beslissing genomen omtrent de aanvraag om een milieuvergunning. De vraag rijst of de ontworpen paragraaf 2, eerste lid, niet dienovereenkomstig moet worden aangepast.

e) Indien de Regering wil bepalen dat de schorsing van de stedenbouwkundige vergunning de schorsing van de vervaltermijn van deze vergunning met zich meebrengt, dient dit uitdrukkelijk te worden vermeld in de tekst van de ordonnantie.

f) De ontworpen tekst stelt niet de regels vast die van toepassing zijn wanneer de overheid die een uitspraak doet over een aanvraag om een milieuvergunning deze slechts gedeeltelijk verleent of voorwaarden oplegt zodat de twee

.../...

vergunningen niet geheel overeenstemmen. Hij dient dienovereenkomstig te worden herzien.

g) Artikel 120 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 dient aan de ontworpen bepaling te worden aangepast.

h) Dezelfde opmerkingen gelden, bij analogie, voor het ontworpen artikel 162, § 2.

Artikel 13.

Aan het begin van deze bepaling schrijve men :

"Art. 13. In artikel 108, § 2, van dezelfde ordonnantie, ingevoegd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, ...".

Artikel 14.

1. In de zin die aan de opsomming voorafgaat dient de volgende precisering te worden aangebracht : "In artikel 109 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, ...".

2. Het zou beter zijn in het vierde lid van artikel 109 de woorden "na de indiening van de aanvraag of na de verzendingsdatum van de aangetekende brief" te vervangen door de woorden "na ontvangst, naargelang van het

.../...

geval, van de aanvraag of van de documenten of inlichtingen bedoeld in het derde lid" (8).

Artikel 15.

1. In de zin die aan de opsomming voorafgaat, schrijft men : "In artikel 116 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, ...".

2. Bij het ontworpen artikel 116, § 2, tweede lid, dienen de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

a) Het spreekt vanzelf dat de mogelijkheid om af te wijken, die bij de ontworpen bepaling aan de gemachtigde ambtenaar wordt gegeven, geen afbreuk doet aan de mogelijkheid om een afwijking toe te kennen waarin uitdrukkelijk wordt voorzien in de stedenbouwkundige verordening zelf (9). De woorden "Onverminderd de in de stedenbouwkundige verordeningen georganiseerde afwijkingen" dienen bijgevolg te vervallen.

b) Volgens de memorie van toelichting worden onder het begrip "bestaande verordeningen", "de gewestelijke en

(8) Zie in dezelfde zin de tekst die is voorgesteld voor artikel 12, § 3, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning, in het advies dat heden is verstrekt onder kenmerk L. 22.651/9.

(9) Zie F. HAUMONT, Vo Urbanisme, in Rép. not., Larcier, nr. 662.

gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen en de eventuele verordeningen op de wegenis" verstaan. Volgens de uitleg van de gemachtigden van de Regering dienen onder "verordeningen op de wegenis" de verordeningen te worden verstaan die de achteruitbouwstroken betreffen, uitgevaardigd op grond van artikel 15 van de wet van 1 februari 1844 op de wegenpolitie.

De tekst zou in dat opzicht gepreciseerd moeten worden, rekening houdend met het feit dat het verkieslijk is het begrip "verordeningen op de wegenis" te vervangen door het begrip "verordeningen betreffende de achteruitbouwzones". Bovendien dienen zeker ook de bouwverordeningen vermeld te worden.

c) Het zou beter zijn de woorden "op basis van de in de aanvraag gevraagde afwijking" te vervangen door de woorden "wanneer de afwijking wordt gevraagd in de aanvraag".

3. Bij het ontworpen artikel 116, § 2, vierde en vijfde lid, dient de volgende opmerking te worden gemaakt :

Uit de ordonnantie van 29 augustus 1991 blijkt dat een gemeentelijk ontwikkelingsplan geen "verordenende voorschriften" bevat "... wat de perceelsafmetingen, de om-

.../...

vang, de plaatsing en de esthetische aard van de bouwwerken betreft" (10).

Bijgevolg hebben het ontworpen vierde en vijfde lid geen bestaansreden en dienen ze te vervallen, tenzij de bepalingen van de ordonnantie van 29 augustus 1991 die betrekking hebben op de inhoud en de gevolgen van het gemeentelijk ontwikkelingsplan gewijzigd worden.

Artikel 16.

1. In het ontworpen artikel 118, paragraaf 2, eerste lid, schrijve men : "... , afwijkingen van de voorschriften ...".

2. In overeenstemming met de gemachtigden van de Regering zou het beter zijn de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, als volgt te redigeren :

"Een afwijking met betrekking tot de plaatsing of de omvang van de bouwwerken in een gebied kan een afwijking van de bestemming van een aangrenzend gebied met zich meebrengen, in zoverre zij de wezenlijke kenmerken van het aangrenzend gebied niet in gevaar brengt".

(10) Zie de artikelen 36 en 46 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

3. Wat de ontworpen paragraaf 2, derde lid, betreft, wordt verwezen naar de opmerkingen a) en b) die hierboven zijn gemaakt over het ontworpen artikel 116, § 2, tweede lid.

Bovendien rijst de vraag of het toestaan van de afwijkingen waarin deze bepaling voorziet, niet aan dezelfde voorwaarden dient te worden onderworpen als die welke zijn vastgesteld in het ontworpen artikel 116, § 2, tweede en derde lid.

Artikel 17.

In de inleidende zin schrijve men : "Artikel 119, § 4, eerste lid, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, ...".

Artikel 18.

1. In de inleidende zin dient de volgende precisering te worden aangebracht : "In artikel 140 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, ...".

2. De eerste wijziging aangebracht in artikel 140 betreft het derde lid, niet het tweede.

.../...

3. Het zou wenselijk zijn om van de geplande wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 gebruik te maken om in het vierde lid van artikel 140 de woorden "volgend op de datum van de aangetekende brief" te vervangen door de woorden "na ontvangst, naargelang van het geval, van de aanvraag of van de documenten of inlichtingen bedoeld in het derde lid".

4. Het is tevens wenselijk de wijzen van berekening van de termijnen vastgesteld in het derde en vierde lid met elkaar in overeenstemming te brengen.

Artikel 19.

In de inleidende zin dient de volgende precisering te worden aangebracht : "Artikel 142, § 4, van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, ...".

Artikel 21.

1. In paragraaf 1 schrijve men "het volgende opschrift" in plaats van "het volgend opschrift".

2. Om elke verwarring te voorkomen zou het verkieslijk zijn in de inleidende volzin in paragraaf 2 te

.../...

vermelden : "In deze afdeling wordt een artikel 152bis ingevoegd, luidende :".

3. De bepalingen die in het ontworpen artikel 152bis zijn vervat houden geen rechtstreeks verband met elkaar.

Het verdient bijgevolg aanbeveling van de ontworpen paragraaf 1 artikel 152bis te maken, van paragraaf 2 artikel 152ter en van paragraaf 3 artikel 152quater.

4. In het ontworpen artikel 152bis, § 1, schrijven men aan het slot van het eerste lid : "... waarvoor een rooilijn geldt of andere dan instandhoudings- en onderhoudswerkzaamheden uit te voeren aan een gebouw waarvoor een rooilijn geldt".

Het tweede lid van het ontworpen artikel 152bis, § 1, zou beter als volgt worden gesteld :

"In dat geval mag de vergunning niettemin worden afgegeven als uit de adviezen van de bevoegde instanties blijkt dat de rooilijn ter hoogte van het gebouw niet zal kunnen worden tot stand gebracht vóór ten minste vijf jaar na de afgifte van de vergunning ...".

In de ontworpen paragraaf 2, die artikel 152ter wordt, schrijven men "Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest" en

.../...

dient aan het slot het woord "met" vóór de woorden "de belangrijke sociale of economische gevolgen" te vervallen.

5. De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat het eerste lid van de ontworpen paragraaf 3, die artikel 152quater wordt, beter als volgt zou worden gesteld :

"De overheid waarbij een vergunningsaanvraag is ingediend of één van de in dit hoofdstuk bedoelde beroepen is ingesteld, kan voorwaarden opleggen die wijzigingen impliceren van de plannen die tot staving van de aanvraag zijn ingediend".

Artikel 22.

Aan het begin van deze bepaling behoort te worden gepreciseerd :

"In artikel 158, eerste lid, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, ...".

Artikel 24.

In het ontworpen derde lid schrijve men "Bezwaren en ... termijn ter kennis gebracht van het college van burgemeester en schepenen en ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 25.

De woorden ",enig lid," dienen te vervallen.

Artikel 26.

Het ligt voor de hand dat wanneer, met toepassing van artikel 137, tweede lid, van de ordonnantie, degene die geen beslissing heeft ontvangen van de Regering, zonder andere formaliteit, de werkzaamheden uitvoert of de handelingen verricht waarvoor hij een vergunningsaanvraag heeft ingediend, hij geen krachtens artikel 182, 1^o, van de ordonnantie strafbaar gestelde handeling verricht.

Bijgevolg is er geen reden om, zoals de ontworpen bepaling daarin voorziet, artikel 182, 1^o, aan te vullen.

Men schrijve dus :

"Art. 26. Artikel 182 van dezelfde ordonnantie, gewijzigd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, wordt aangevuld als volgt :

"4^o ...".

.../...

Artikel 27.

Het is niet duidelijk om welke reden in de ontworpen bepaling de artikelen 21 en 24 worden vermeld.

Daarentegen zou ook artikel 70 moeten worden vermeld.

Artikel 28.

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te stellen :

"Art. 28. In artikel 205, § 1, tweede lid, van dezelfde ordonnantie, ingevoegd bij de ordonnantie van 30 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden "... " worden ingevoegd tussen de woorden "... " en "... ";
- 2° het lid wordt aangevuld met de volgende zin : "In die gevallen ...".

Artikel 29.

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te stellen :

.../...

"Art. 29. In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 205bis ingevoegd, luidende :

"Art. 205bis. De onteigeningsplannen, goedgekeurd vóór 1 juli 1987 met toepassing van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw, treden buiten werking op 1 januari 1997.

De onteigeningsplannen, goedgekeurd vanaf 1 juli 1987 met toepassing van voornoemde organieke wet, treden buiten werking na een termijn van tien jaar.

Wanneer de bevoegde overheid de onteigening na de in het eerste en het tweede lid bedoelde termijnen wenst voort te zetten, wordt tewerk gegaan overeenkomstig de artikelen 69, 70, 71, 72, 73 en 74. In dat geval is artikel 77, derde lid, van toepassing."

Artikel 30.

Doordat artikel 21, § 2, van het voorontwerp een artikel 152bis, § 1, dat artikel 152bis wordt, invoegt in de ordonnantie van 29 augustus 1991, moet het artikel eigenlijk in werking treden terzelfder tijd als artikel 15, 2º.

Bovendien is het niet denkbaar de artikelen 17 en 19 in werking te stellen vóór de inwerkingtreding van de artikelen 25 en 30 van de ordonnantie van 30 juli 1992 tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw, te weten op de

.../...

door de Regering vastgestelde data en uiterlijk op 1 december 1993.

De ontworpen bepaling moet worden herzien in het licht van die opmerkingen.

Bovendien schrijve men in de Franse tekst :

"Art. 30. La présente ordonnance entre en vigueur le ... jour qui suit sa publication au Moniteur belge ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.